

Viaduc de Gênes : comment l'Italie a renoncé à ses investissements et à ses services publics depuis 10 ans



L'effondrement du viaduc de Gênes qui a fait 39 victimes selon le dernier bilan met aussi en lumière le grave problème du manque d'investissements dans le pays.

Avec Christophe
Bouillaud

Atlantico : Après l'effondrement du viaduc de Gênes, c'est l'état de délabrement des infrastructures italiennes qui ont été une nouvelle fois pointées du doigt, faute d'investissements réalisés au cours de ces dernières années. Quelle a été la réalité des "efforts" consentis par la population italienne depuis la crise de 2008 ? Des investissements publics aux services publics, quels sont les secteurs qui ont été le plus "utilisés" pour réaliser des économies ?

Christophe Bouillaud : Depuis des années, les finances publiques italiennes affichent un solde primaire positif. Le montant des dépenses publiques – hors intérêts de la dette publique – est presque toujours inférieur aux impôts et taxes encaissés par l'Etat. Le but affiché de cette austérité permanente depuis le début des années 1990 est de contenir l'explosion de la dette publique italienne. De fait, ce but a plutôt été atteint, même si bien sûr la dette publique italienne se situe à plus de 130% du PIB italien et pèse plus de 2000 milliards d'euros.

A cette tendance de fond à la multiplication des plans d'économies au fil des décennies passées, le gouvernement Monti a ajouté en 2011-12 une cure d'austérité drastique au nom de la défense de la solvabilité italienne et du maintien de l'Italie dans la zone Euro, qui a provoqué une sévère récession dont l'Italie n'est sortie qu'en 2015. Cette cure d'austérité a porté en particulier sur le système de retraite (« réforme Fornero »), mais, comme les plans précédents de maîtrise de la dépense publique, elle a touché tous les secteurs de la dépense publique sans exception. De fait, il n'y a pas de secteur de la dépense publique qui ait été épargné : la défense, l'éducation, l'université, la santé, le patrimoine, etc., tout a été impacté. Bien sûr, dans chaque secteur de l'action publique, la composante de la dépense en termes d'investissements a particulièrement souffert. La seule chose qui ait été relativement épargné par ces coupes sombres n'est autre que celui des transferts sociaux, en particulier le poste, essentiel en Italie, du versement des retraites. Ce ne sont que les futurs retraités qui ont vu leurs droits restreints, en particulier par le recul de l'âge de la retraite. Contrairement à la Grèce, il n'y a donc pas eu une baisse généralisée des retraites déjà versées par le système public de retraite. Du coup, l'Italie affiche toujours de forts transferts sociaux dans son budget public avec une priorité aux retraites, mais de faibles investissements publics.

D'une Italie présentée comme économiquement performante et compétitive au milieu des années 2000,

au constat actuel, comment mesure le coût réel de ces 10 dernières années sur le pays, et sa population ?

En fait, l'inquiétude pour le manque d'investissements de toute nature – y compris en matière éducative - et pour le vieillissement des infrastructures ne date pas d'hier. J'en entends parler depuis un bon quart de siècle. Le retard accumulé dans tous les domaines est énorme. Déjà, en 2001, S. Berlusconi faisait d'ailleurs campagne sur ce thème des infrastructures à relancer. Cela ne veut pas dire que rien ne se fait, mais disons que tout se fait parfois très, très lentement. Des projets des années 1960 ne sont pas encore finis aujourd'hui, comme la célèbre autoroute allant de Salerne à Reggio-di-Calabre. A un manque général de financements, il faut en effet ajouter que toute dépense publique en termes de BTP semble attirer à la fois les entrepreneurs maffieux et les juges anti-mafia. Du coup, dès que l'Etat ou les collectivités locales investissent, les risques sont énormes que ces travaux finissent par un scandale qui bloquera complètement les travaux entrepris, ou pire encore que les travaux soient si mal faits par des firmes en odeur de mafia que tout finit par se délabrer à toute vitesse, voire à s'écrouler. Inversement, il suffit parfois d'un changement de majorité politique dans une localité au profit de politiciens un peu moins corrompus ou plus habiles pour que les choses s'accélèrent subitement.

Le coût de cette incapacité à investir se ressent à deux niveaux.

D'abord à un niveau très général : comme le système éducatif et universitaire reçoit depuis des lustres trop peu d'argent, l'élévation du niveau de formation de la population italienne s'effectue bien moins vite que l'économie ne le réclamerait si l'Italie veut vraiment se maintenir à la « frontière de la technologie » ou au centre de l'économie mondiale. Pendant le plus fort de la crise économique, les inscriptions à l'Université ont ainsi baissé nettement, car les taxes universitaires augmentaient trop pour beaucoup de familles. Les dépenses en « R&D du « système Italie » sont aussi notoirement insuffisantes.

Deuxième niveau plus spécifique : les infrastructures matérielles sont effectivement médiocres, ce qui complique la vie économique, mais cela ne joue à fond que dans le sud du pays. Ce dernier malgré des promesses en ce sens depuis des décennies reste mal relié au reste du pays.

Il faut toutefois noter que, malgré ces deux handicaps, l'Italie reste compétitive dans bien des secteurs, tout particulièrement dans ceux situés dans le nord du pays. Finalement, que ce pont autoroutier de Gênes ne se soit écroulé qu'en 2018 a aussi permis de l'exploiter au-delà du raisonnable. On découvrira sans doute qu'il aurait plus raisonnable de le détruire dès les années 1980 pour le remplacer par un ouvrage mieux conçu, mais son exploitation aura permis de faire fonctionner cet axe routier vital pour Gênes et la Ligurie sans interruption et avec tous les bénéfices afférents. En somme, ce pont me paraît le symbole de la prise de risque de fait qui soutient bien souvent l'économie italienne. C'est un peu la même chose pour l'aciérie ILVA de Tarante, dont tout le monde sait qu'elle constitue un monstre de pollution, mais qui a pu continuer à fonctionner grâce à cette négligence organisée de la sécurité des populations environnantes.

Quel peut être l'impact politique d'un tel drame ? N'est-ce pas finalement un argument de plus pour l'alliance actuelle, dans leur combat qui s'annonce pour le budget ?

Les deux partis au pouvoir, le M5S et la Ligue, ont visiblement décidé d'exploiter à fond ce drame pour faire avancer leur agenda commun. D'une part, conformément à leur programme de gouvernement, ils veulent relancer la dépense publique, en particulier en matière de maintenance des infrastructures. Ils ont là une occasion idéale de démonter l'urgence absolue des investissements publics. Matteo Salvini, Ministre de l'Intérieur, a déjà accusé l'Union européenne d'être l'un des responsables de ce drame, en ayant poussé le pays à l'austérité. Or il faut se rappeler que, déjà les précédents gouvernements, voulaient décompter les dépenses d'infrastructures du calcul du déficit public italien à maintenir sous les 3% du PIB. Avec ce drame, le présent gouvernement aura un argument de poids à faire valoir pour aller dans ce sens.

D'autre part, ils vont s'en prendre à la société concessionnaire des autoroutes, et donc responsable de l'entretien de ce viaduc. Le Président du Conseil a déjà annoncé la révocation des concessions autoroutières et la divulgation de l'intégralité des contrats de concession. Ils le font d'autant plus facilement que l'un des actionnaires du concessionnaire n'est autre que la famille Benetton, vue plutôt comme une famille de capitalistes de gauche libérale. Et aussi, comme les tarifs des autoroutes sont vexatoires en Italie pour une qualité vraiment très médiocre du service offert au final, ce genre d'annonce péremptoire ne peut que satisfaire tous les automobilistes italiens – sauf les actionnaires du concessionnaire bien sûr.

Enfin, comme dans toute affaire liée au BTP en Italie, en enquêtant sur l'écroulement de ce viaduc autoroutier, les juges ne manqueront pas de découvrir quelques détournements d'argent public. Cela fera plutôt avancer l'agenda du M5S, qui a été fondé pour dénoncer la corruption de tous les politiciens italiens.

En résumé, ce drame qui arrive juste deux mois après l'arrivée au pouvoir du duo M5S/Ligue, constitue une occasion parfaite de mettre en accusation tous les anciennes élites italiennes, politiques comme économiques, et de marquer, au moins symboliquement, la différence entre les nouveaux gouvernants et ceux d'hier.